

ANNEXE 2

Who'Who des vétérans et vétéranes du RCP

Les militants et militantes ci-dessous mentionnés sont intervenus au moins une fois dans les débats de l'Academy Ideas, de Battle of Ideas ou de Debating Matters et défendent presque tous les idées libertariennes et/ou national-conservatrices dans leurs exposés oraux, leurs articles et leurs livres. Les passages biographiques en italiques sont généralement extraits de leur profil LinkedIn ou de leur petit CV personnel placé sur le site de l'Academy of Ideas. Ces itinéraires professionnels montrent à quel point ces ex-militants et ex-militantes, par-delà de leurs divergences éventuelles (mais, à part le sociologue Kennan Malik et l'historienne Suke Wolton, ils semblent tous avoir viré très à droite), ont continué à agir dans le champ médiatico-intellectuel et à profiter de leurs liens amicaux et de leurs activités professionnelles pour orchestrer leur ascension sociale dans une direction de plus en plus conservatrice. Ils sont présentés par ordre alphabétique, et non par ordre croissant d'importance ou influence idéologique. Certaines notices sont plus longues que d'autres en raison de l'abondance (ou de la rareté) des sources disponibles, de l'originalité des positions défendues, ou simplement des matériaux disponibles sur tel ou tel individu fréquemment cité comme une référence de ce courant. On remarquera l'importante proportion de «BAC+5» et de femmes dans cet échantillon (13 femmes et 17 hommes), plutôt inhabituelle quand on s'intéresse à l'extrême gauche

Daniel Bel-Ami : journaliste et essayiste, il écrit notamment pour *The Economist*, *Financial Times*, *The Guardian* et évidemment le site «furediste» *spiked-online*. Comme il l'explique lui-même, «*J'ai également une grande expérience en tant qu'invité dans les médias audiovisuels et en tant que conférencier lors d'événements en direct. Je suis apparu sur de nombreuses chaînes de télévision et de radio de la BBC, Bloomberg TV, CNBC, CNN, RT*» (la chaîne de propagande russe) «*et Sky News*». Ses livres déploient une argumentation ouvertement pro-capitaliste. Parmi eux, il faut signaler son ouvrage sur la finance mondiale et ce qu'il appelle le «*capitalisme lâche*» (*Cowardly Capitalism*, 2001) ! Il y «*affirme que les marchés financiers sont caractérisés par une aversion au risque plutôt que par la prise de risque agressive généralement supposée*». Où l'on voit que la dénonciation de la «*culture de la peur*» chez les disciples de Furedi aboutit à une apologie des traders. Suivant la même ligne politique, il a publié en 2010 *Ferraris For All* (Des Ferraris pour tous, un vieux slogan du RCP) qui «*étudie l'aversion culturelle pour la prospérité qui s'est généralisée dans les sociétés occidentales depuis les années 1970*» (apparemment Bel-Ami n'a pas remarqué l'apparition d'un chômage de masse depuis un demi-siècle). «*Bien que relativement peu de personnes se disent opposées à la croissance économique, beaucoup attaquent l'idée du progrès économique de manière indirecte. Ils affirment notamment que la croissance économique nuit à l'environnement, qu'elle est à l'origine d'inégalités croissantes et que la richesse n'apporte pas le bonheur. Ferraris for All affirme que ces critiques sont déplacées. La prospérité n'est certainement pas tout, personne ne le prétend, mais l'abolition de la pénurie à l'échelle mondiale est une condition préalable à l'épanouissement humain.*»

Jennie Bristow : après avoir été éditrice de 2000 à 2006 pour le magazine «furediste» en ligne *spiked* (ce qu'elle ne cache pas dans son CV), elle a entamé une carrière universitaire à la Canterbury Christ Church, comme enseignante en sociologie. Elle a passé son doctorat à l'université du Kent (sous la direction de ... Frank Furedi, le principal dirigeant du RCP et d'Ellie Lee*, qui écrivit 7 articles dans *LM* entre 1996 et 2000, publie des articles dans *Spiked*

et intervient dans les événements de l'Academy of Ideas) et participe au CPCS (Centre d'études de la culture parentale)* comme d'autres universitaires ayant appartenu à la mouvance du RCP. Elle a travaillé pour le British Pregnancy Advisory Service (BPAS), une ONG spécialisée dans les conseils pour les droits reproductifs des femmes (une vieille préoccupation du RCP depuis les années 1970) et a publié plusieurs livres sur les conflits générationnels, l'éducation parentale, les baby boomers, etc.

Tracey Brown : après avoir écrit trois articles dans *LM*, sur des sujets aussi divers que «*les peurs fondamentales de l'Occident*», «*l'absence de marché et l'impossibilité des réformes en Russie*», et les inconvénients de la nouvelle «*culture du contentieux*» au Royaume Uni, elle a travaillé dans une entreprise de relations publiques (Regester Larkin) avec sa camarade de parti Ellen Raphael. Regester Larkin avait (et a encore) pour principal objectif de restaurer la bonne réputation de ses clients-patrons. Tracey Brown est ensuite devenue la directrice de Sense About Science en 2002, poste qu'elle occupe toujours aujourd'hui et eu à ses côtés jusqu'en 2013, la même Ellen Raphaël, comme assistante directrice. En 2010, le quotidien *The Times* l'a qualifiée de «*personnalité la plus influente en matière de politiques scientifiques*». En 2020, elle a également reçu le titre prestigieux de «*professeure honoraire*» à l'University College of London dans le département des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des politiques publiques.

Andrew Calcutt : vétéran du RCP, ce maître de conférences à l'université d'East London enseigne le journalisme aux étudiants qui préparent une licence. «*Ex-bassiste, communiste, auteur et journaliste largement publié. Ses "poèmes d'actualité" proposent une relecture factuelle et originale de l'actualité*», selon les sites de l'Academy of Ideas et de la Battle of Ideas. Il a écrit plusieurs articles dans *Spiked* et se présente, sur le site de *The Conversation*, comme un : «*producteur de disques (salué par les DJ John Peel et Charlie Gillett), un journaliste de magazine (sa signature est apparue dans Arena, Blueprint, Living Marxism et The Modern Review, pour n'en citer que quelques-uns), un animateur (de Moral Maze sur BBC Radio Four à Zeitgeist sur Channel 4), un pionnier du numérique (rédacteur en chef de Channel Cyberia et de Cscape, qui a été primé), et l'auteur prolifique d'un grand nombre de livres sur la culture et la société*». Un seul de ses articles sur la post-vérité¹ a été publié en français et il a attiré l'attention du *Figaro*, du *Point* et d'*Atlantico*, trois médias plutôt...modérés.

Dolan Cummings est aujourd'hui co-directeur du Manifesto Club* qui «*milite pour la liberté dans la vie quotidienne*» (sic) et est aussi associé de l'Academy of Ideas depuis 2010, qui avait pris la suite du site Culture Wars dont il était l'éditeur depuis l'an 2000. Il a été chroniqueur pour le magazine en ligne *spiked* entre 2001 et 2005, et est l'auteur de trois romans.

Jennifer Cunningham, médecin pédiatre, membre du Scottish Union for Education (SUE), qui fait campagne contre «*l'endoctrinement*» (on retrouve là le vocabulaire des guerres culturelles menées par la droite et l'extrême droite depuis les années 1960 au moins) dans les écoles écossaises. Elle a écrit la brochure du SUE sur «*l'idéologie transgenre*» dans les établissements scolaires écossais.

Ceri Dingle est «*directrice de WORLDwrite, une organisation caritative d'éducation des jeunes qui s'est fait connaître par son internationalisme et son slogan de campagne "Des Ferrari pour tous"*» (un slogan du RCP, comme nous l'avons vu, mais son CV ne le mentionne pas). «*Elle a réalisé une série de cinq documentaires intitulée Pricking the Missionary Position², tournée au Ghana, en Afrique de l'Ouest, et a réalisé le film Sylvia Pankhurst**» :

¹ https://www.lepoint.fr/debats/pour-en-finir-avec-le-concept-de-post-verite-10-12-2016-2089448_2.php#11

² Jeu de mots qui peut aussi bien signifier «Épingler la position du missionnaire», «Donner mauvaise conscience aux missionnaires» ou «Attirer l'attention sur les activités des missionnaires». Vu la proximité idéologique, on ne s'étonnera pas que le titre de l'article

Everything is Possible sur l'héroïne méconnue des suffragettes. Ceri a coréalisé le film Every Cook Can Govern³ sur la vie et l'œuvre de CLR James, qui a été réalisé en 2016 avec plus de 200 bénévoles. Avant de réaliser et de monter Women : a success story, Ceri a réalisé et monté 1917 : Why the Russian Revolution matters pour marquer le centenaire de la révolution». Qu'il s'agisse des communistes de gauche S. Pankhurst et CLR James ou de la révolution russe dont ils soulignent «pourquoi elle compte», les vétérans du RCP n'hésitent pas à utiliser les références de leur passé militant pour faire passer un discours bien différent de leurs prétendues sources d'inspiration. Cette ex-révolutionnaire est membre de la Royal Society of Arts, un organisme très élitiste.

Michael Fitzpatrick : membre de la direction du RCP, et collaborateur régulier de la revue LM, puis du site Spiked, il a été administrateur des pseudopodes «furedistes» Sense About Science* et Global Futures*. Membre de la Royal Institution qui a édicté les «Lignes directrices sur la science et la santé» pour aider les médias à mieux traiter des questions scientifiques, il est intervenu dans de nombreuses polémiques scientifiques ou médicales. Ses articles nous offrent un catalogue des lieux communs les plus réactionnaires : selon lui, la société actuelle privilégierait «la féminité par rapport à la masculinité et l'enfance par rapport à l'âge adulte» ; «Nous vivons aujourd'hui dans une culture de la plainte et de la victimisation, dans laquelle chacun accuse quelqu'un ou quelque chose – ses gènes, ses hormones, son enfance, ses parents, son éducation, ses relations dysfonctionnelles, ses expériences négatives – de toutes les difficultés auxquelles il est confronté». Il dénonce «l'anticapitalisme des élites» (!) et «l'extraordinaire indulgence (pour ne pas dire les subventions) qu'elles accordent à l'environnementalisme». Ce qui aurait pour conséquence d'encourager, pêle-mêle : «l'abrutissement de l'éducation et de la culture», «l'influence du principe de précaution dans la science», «l'infantilisation et la féminisation de la culture populaire» ainsi que «la vaste expansion de l'éventail des diagnostics de troubles psychologiques et du nombre de personnes concernées» [Fitzpatrick, 2002].

Fiona Fox, née en 1964, sœur de Claire Fox, elle collabore, dans ses jeunes années, à Living Marxism et s'est «distinguée» notamment en minimisant le génocide rwandais : «La leçon que je tire de ma visite est que nous devons rejeter le terme "génocide" au Rwanda. Il a été utilisé à l'intérieur et à l'extérieur du Rwanda pour criminaliser la majorité des Rwandais ordinaires, pour justifier l'ingérence extérieure dans les affaires du pays et pour conférer une légitimité à un gouvernement militaire minoritaire imposé au Rwanda par les puissances occidentales» [Fox, 1995, décembre]. On remarquera comment cette militante adopta une pose apparemment «tiers mondiste» et «anti-impérialiste» pour nier... le génocide !

Elle a occupé des fonctions importantes dans la bureaucratie culturelle puisqu'elle a été responsable des médias à la CAFOD* de 1995 à 2000, puis a fondé, en 2002, le Science Media Centre qu'elle dirige encore aujourd'hui. Le SMC affirme être «une ressource indispensable pour les journalistes scientifiques du Royaume-Uni» parce qu'il collecte les articles «de certains des plus grands scientifiques du Royaume-Uni pour de nombreux grands sujets d'actualité, grâce à la base de données des médias du Centre, qui compte 3500 experts». Fiona Fox défend «la nécessité urgente de séparer la communication de la recherche scientifique de la communication gouvernementale». Bien qu'elle ne soit qu'une simple journaliste, elle aurait

célébrant les 25 ans de spiked ait lui aussi fait l'usage du mot prick : «25 years of kicking against the pricks» qui peut se traduire par «25 ans à botter le cul des cons» ou plus diplomatiquement par «25 ans de coups de pied dans la fourmilière».

³ Allusion à une phrase mystificatrice de Lénine («Toute cuisinière devrait apprendre à gérer l'État») à laquelle Boukharine répondit justement, quelques années plus tard : «Mais qu'arrive-t-il quand chaque cuisinière a derrière elle un commissaire politique qui lui donne constamment des ordres ?».

reçu «de nombreuses récompenses pour ses services à la science», des «doctorats honorifiques des universités de Bristol et Leicester» et un prix pour avoir promu «l'ouverture dans la recherche sur les animaux», selon le site du SMC.

Ann Furedi : cette militante du RCP et journaliste dans des magazines féminins comme *Cosmopolitan*, a une maîtrise en philosophie et un doctorat en sociologie. Au cours de sa carrière, elle a exercé des responsabilités dans le domaine de la santé, puisqu'elle a dirigé le Service consultatif britannique sur la grossesse (le British Pregnancy Advisory Service, ou BAPS) ; la communication de la Human Fertilization and Embryology Authority (HFEA) ; le service de presse de l'Association britannique de planification familiale et le Birth Control Trust, une organisation caritative qui plaide en faveur de la recherche et du développement des méthodes de contraception et d'avortement. Elle a publié un ouvrage en faveur de l'avortement, *The Moral Case for Abortion : A Defence of Reproductive Choice* et est intervenue plusieurs fois au cours de la Battle of Ideas et des discussions de Debating Matters, événements liés à l'Academy of Ideas. Un simple coup d'œil à la présentation d'une de ses conférences vous donnera une idée de ses positions politiques actuelles : «*Quelles sont les plus grandes menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'autonomie corporelle des femmes ? Proviennent-elles des valeurs traditionnellement conservatrices de l'Église ou de l'État ? Ou bien le discours féministe contemporain, qui affirme souvent que les femmes ont besoin de la protection et de l'intervention des autorités, a-t-il affaibli l'idée qu'une femme est capable d'exercer son libre arbitre ? Comment la discussion houleuse sur lesdites "personnes enceintes", ou le langage non sexiste, a-t-elle affecté le débat entre les militants favorables à l'avortement sur la meilleure façon d'obtenir un soutien pour le droit à l'avortement ? Et pourquoi l'idée de "vie", et la célébration de son potentiel, devraient-elles être accueillies au lieu d'être évitées par ceux d'entre nous qui pensent qu'une femme devrait avoir le droit de mettre fin à une grossesse selon ses propres conditions ?*»

Tony Gilland : Selon son CV publié sur les sites de l'Academy of Ideas et de Debating Matters, «Tony» a fait du chemin puisqu'il est passé du rôle de prof de lycée à celui de «chef de cabinet à MCC Brussels, un groupe de réflexion qui a ouvert le débat et la discussion dans la "bulle bruxelloise" à de nouvelles perspectives et idées sur un large éventail de questions importantes auxquelles l'Europe est confrontée». Pour ceux qui l'ignoreraient, le MCC Brussels est dirigé par le «camarade» Furedi et cet organisme de propagande diffuse les thèses dites «illibérales» de Viktor Orban. Gilland a toujours été lié à la nébuleuse du RCP puisqu'il est membre associé de l'Academy of Ideas depuis sa création, pour laquelle il a travaillé jusqu'en 2014, et qu'il a été aussi «directeur du concours Debating Matters de l'Academy of Ideas, dont il a supervisé la croissance pour en faire un concours britannique auquel participent près de 300 écoles, ainsi que l'expansion en Inde grâce à un partenariat avec le British Council». «Au sein de l'Academy of Ideas, Tony a également organisé de nombreux événements et publications sur l'intersection entre la science et la société, notamment en ce qui concerne la génétique, la santé publique et le changement climatique. Tony est titulaire d'un diplôme en philosophie, politique et économie de l'Université d'Oxford». Après ce panégyrique, il est certainement utile de lire ce qu'écrivait *The Ecologist* quand Gilland organisa en avril 2003 le «"Festival des gènes et de la société" de l'Institute of Ideas [...] en association avec la société Pfizer» pour «aborder des questions telles que le clonage, l'eugénisme et les cultures génétiquement modifiées. Son point de vue sur les OGM est clair. Dans un débat en ligne organisé par Spiked [magazine en ligne pour lequel Gilland écrit jusqu'en 2008] pour le Natural Environment Research Council⁴, M. Gilland a affirmé que les "essais à l'échelle de

⁴ Le Conseil de recherche sur l'environnement naturel est un organisme étatique qui regroupe 7 instituts de recherche et distribue des dizaines de millions d'euros à des chercheurs, des entreprises, des universités et des ONG.

l'exploitation" des OGM au Royaume-Uni constituaient un obstacle inutile à l'introduction d'une technologie "bénéfique et inoffensive". Le débat lui-même était très chargé. Sur les sept avis commandés par Spiked, un seul émanait d'un point de vue critique à l'égard des OGM» [Rowell et Matthew, 2003].

John Gillott est actif dans le secteur de la «recherche sur les embryons humains et les tissus humains au Royaume-Uni et est également titulaire d'un diplôme en mathématiques. Il a travaillé auparavant comme chargé de mission à Genetic Alliance UK qui fédère plus de 200 associations caritatives et groupes de soutien pour les personnes atteintes de maladies génétiques, rares et non diagnostiquées. Il est l'auteur de Bioscience, Governance and Politics, et coauteur de Science and the Retreat from Reason» (ouvrage dont le titre reprend un des dadas du RCP, la défense de la science contre le recul de la Raison, cause noble détournée par les libertariens voire par l'extrême droite, par exemple en France). Rédacteur scientifique de la revue du RCP (*Living Marxism*), il collabore ensuite à l'Academy of Ideas et à la Battle of Ideas, deux «excroissances» des réseaux «furedistes», mais semble s'être brouillé avec *Spiked* après avoir régulièrement contribué à ce site libertarien de 2001 à 2010. Il a participé à l'émission *Against Nature* aux côtés de son camarade Frank Furedi.

Joan Hoey «a travaillé comme journaliste pour couvrir l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et les guerres qui ont suivi l'éclatement de la Yougoslavie». Cet extrait de son CV est pour le moins pudique : il dissimule les positions pro-serbes du RCP dont elle était membre et qui l'amena à défendre cette ligne sous le pseudonyme de Joan Phillips. Après avoir dirigé l'un des premiers pseudopodes du RCP (le London International Research Exchange*), elle travaille, depuis 1995, pour l'Economist Intelligence Unit (EIU), une société de conseils qui vend ses «analyses macro-économiques» aux grandes entreprises, aux banques, aux institutions gouvernementales et aux universités. L'EIU appartient à un groupe de médias et de conseils présent dans 14 pays. Il finance le célèbre hebdomadaire *The Economist*, qui est une sorte de bulletin intérieur des classes capitalistes anglophones. Joan Hoey intervient régulièrement dans les événements organisés par l'Academy of Ideas et la Battle of Ideas. Une anecdote amusante : elle est la sœur de la baronne Kate Hoey, elle aussi trotskiste dans sa jeunesse mais dans un autre groupe (l'IMG lié à la Quatrième Internationale à laquelle appartient le NPA de Besancenot), qui a été députée travailliste.

Alan Hudson est «professeur invité à l'Institut administratif de Shanghai, ainsi qu'à l'Université Jiatong de Shanghai et à la China Executive Leadership Academy de Pudong, où il est directeur du Centre d'études urbaines de l'Université d'Oxford/CELAP. Le centre a produit des rapports en chinois sur les partenariats public-privé, l'innovation et les changements urbains». On s'en doutait un peu mais ce libertarien n'est un adversaire sérieux de l'État, ni au Royaume-Uni ni en Chine.

Timandra Harkness est écrivaine, comédienne et présentatrice. Elle a animé de nombreux programmes sur la radio de la BBC (sur les thèmes favoris du RCP : «Préparer l'avenir», «Comment être en désaccord», «Sur les divisions de la nation», «Comment débattre honnêtement»), et écrit, pour cette même chaîne, des documentaires liés aux questions psychologiques. Sans surprise, ses livres portent sur les sujets fétiches de son courant politique : «Big Data : la taille compte-t-elle?» et «La technologie n'est pas le problème !». En tant que journaliste, elle «a écrit pour de nombreuses publications, dont *The Telegraph*, *The Guardian*, *The Sunday Times*, *Unherd*, *The BBC Focus magazine*, *WIRED*, *The New Statesman*, *Men's Health*». Selon son site, elle «préside et intervient lors d'événements publics pour des clients tels que le Cheltenham Science Festival, la Royal Society*, le British Council, la Royal Geographical Society, la RSA*, l'Institute of Ideas, la British Library, la Wellcome Collection, l'Alan Turing Institute, la Royal Academy». Et son «entrisme» militant dans l'élite culturelle britannique se traduit aussi par son appartenance au conseil d'administration de la Royal Statistical Society et la présidence du comité de rédaction de sa revue, *Significance*.

Mick Hume a été le rédacteur en chef du magazine *Living Marxism* du RCP, de *spiked-online.com* et aujourd'hui de la revue trimestrielle et du site *The European Conservative*. Sa notice biographique sur ce site mentionne son appartenance au RCP, ce que ne feraient jamais, en France, des journalistes ayant un passé d'extrême gauche. Il a travaillé pour une pléiade de quotidiens «modérés» comme *The Times*, *The Daily Mail* ou *The Sun*. Les livres qu'il a publiés abordent les thèmes favoris des conservateurs un peu malins et des libertariens : les «*victimes de la télévision*», du «*politiquement correct*» et de la «*politique émotionnelle*» ; le «*droit à l'offense*» ; les dangers du «*journalisme compassionnel*», etc. Si l'on consulte ses articles durant les trois premiers mois de l'année 2025, on constate que son logiciel réactionnaire est bien réglé : il attaque sans cesse «*le mondialisme*» et les pouvoirs tentaculaires des «*bureaucrates non élus de la Commission*» européenne (un thème particulièrement cher à l'extrême droite internationale) ; il défend «*les valeurs fondamentales de la civilisation occidentale*» et «*les valeurs judéo-chrétiennes⁵ fondatrices de l'Europe*» ; il dénonce «*l'immigration de masse incontrôlée*» «*en provenance des pays à majorité musulmane, ouvrant ainsi la voie à une insurrection souverainiste nationale*» et «*les violations de la démocratie, comme en Roumanie*» ; il nie que l'AfD soit un mouvement d'extrême droite ; il passe la brosse à reluire à J.D. Vance, Trump, Orban et Meloni, etc. Pour couronner le tout, en 2023, il a commandé une série d'articles⁶ vantant les mérites de l'écrivain antisémite et d'extrême droite Renaud Camus (mentionnant, de façon élogieuse, aussi l'écrivain raciste Jean Raspail*), afin de préparer la parution d'une première traduction des érucations de cet auteur. Mick Hume publie même, dans sa revue, une interview du prince impérial du... Brésil, sous le titre «*Le monarque : un symbole durable de l'unité nationale*», ce qui rejoint tout à fait la position de Furedi vis-à-vis de la monarchie britannique et d'Elizabeth II (cf. la troisième partie de ce texte : «*Deux petits succès politiques*»). Décidément le trotskysme mène à tout... Seule exception notable dans ce catalogue d'idées «*national-conservatrices**» (expression qu'il reprend fièrement à son compte), Mick Hume s'indigne du fait que «*le pape François a condamné les meurtres [des collaborateurs de Charlie Hebdo en 2025], mais a ajouté qu' "il y a une limite" à la liberté d'expression, qu' "on ne peut pas se moquer de la foi des autres" et qu'il était "normal" que ceux qui le font "s'attendent à recevoir un coup"*».

Rob Killick : selon l'Academy of Ideas, cet ex-militant est «*le fondateur et directeur de l'agence de services numériques Clerkswell et de l'entreprise de logiciels EasySharePoint. Il est écrivain et conférencier à ses heures perdues et auteur du blog économique The UK after the recession (Le Royaume-Uni après la récession)*». Clerkswell a été créée en 1997, quelques

⁵ Il lui a sans doute échappé que le judaïsme et le christianisme sont nés en... Orient, et pas en Occident; de plus le christianisme «occidental» s'est construit dans une opposition frontale, sanglante et pluriséculaire au judaïsme (croisades, Inquisition, apathie face au judéocide, etc.) et il a fallu attendre **1965** pour que l'Église catholique admette que le peuple juif n'était pas un peuple déicide !

⁶ Dont l'un écrit par Pierre-Marie Sève, dont la notice biographique dissimule l'appartenance au think tank de l'Institut pour la Justice, étroitement lié à LR et à Reconquête. Cette notice est particulièrement mensongère puisqu'elle affirme que «*son travail se concentre sur la construction d'un système judiciaire plus efficace en France et sur l'amélioration de la protection des victimes de la criminalité*» alors que, dans le même article, Sève plaide pour reprendre les méthodes de ... l'Empire romain, sous lequel «*entre riches et pauvres, le droit pénal n'était pas le même*», et ce afin d'expulser tous «*les criminels et délinquants étrangers*» (<https://europeanconservative.com/articles/essay/a-short-step-from-the-great-replacement-to-the-great-turmoil/>) ! Ultime détail croustillant : Sève fait l'éloge du «paradis» danois où, selon lui, «*les habitants de certaines zones sont exposés à des sanctions pénales plus lourdes que d'autres*» ! Voilà au moins un idéologue qui ne cache pas son amour de l'inégalité.

mois après la dissolution du RCP, et son site se vante de travailler depuis de longues années pour l'industrie pharmaceutique⁷ mais aussi pour de nombreuses ONG.

Kirk Leech est aujourd'hui directeur exécutif de l'Association européenne pour la recherche animale (EARA) – l'un des thèmes favoris des «furedistes». D'après son profil sur LinkedIn, l'EARA a pour objectif «*d'informer les décideurs, les citoyens et les médias sur la nécessité et les avantages de l'utilisation d'animaux dans la recherche scientifique*». Leech n'a aucun complexe à expliquer qu'il a travaillé auparavant pour «*une organisation de défense des droits des tribus qui travaille dans l'est du Gujarat, en Inde, pour influencer l'opinion publique sur les avantages économiques du barrage de Narmada et s'opposer à l'imposition de sanctuaires de faune sauvage sur les terres tribales*» ; «*un cabinet de conseil en communication stratégique basé à Washington, D.C., fondé par un groupe d'anciens rédacteurs de discours présidentiels américains*» ; une société qui cherchait à convaincre «*l'opinion publique de l'impact environnemental, économique et culturel positif de l'installation d'une nouvelle mine d'or en Transylvanie, en Roumanie*» et «*l'Association de l'industrie pharmaceutique britannique*». Les vétérans du RCP sont tellement sûrs d'avoir raison qu'ils ne prennent même pas la peine de cacher la nature de leurs activités professionnelles. Par ailleurs, Leech a écrit des centaines d'articles et intervient fréquemment à la télévision et à la radio.

Norman Lewis : employé à temps partiel au think tank dirigé par Furedi et financé par Viktor Orban à Bruxelles, le MCC*, il est associé de l'Academy of Ideas (l'AoI) depuis 2013 et était auparavant l'un des éditeurs du site Culture Wars. Il a dirigé une entreprise de consultants, Future Diagnosis Ltd de 2017 à 2024, aujourd'hui dissoute. Il a aussi exercé des responsabilités dans plusieurs entreprises de télécommunications entre 2001 et 2011 (France Telecom, Wanadoo, Orange, STL Partners), l'organisation de forums internationaux sur les télécommunications et une société de logiciels (Wireless Grids Corporation). Il a bien sûr coopéré à *Spiked* entre 2001 et 2005. «*Au fil des ans, au festival Battle of Ideas, [il] a pris la parole sur des sujets aussi variés que le capitalisme woke, l'innovation en Chine, l'État Big Brother ou les guerres internationales pour la liberté d'expression*».

Jan Macvarish : attachée de presse de *Living Marxism* en 1997 [Parker, 2019], j'ignore si elle a fait partie du RCP, ou était seulement une sympathisante, mais en tout cas sa fidélité à Furedi et son admiration pour lui sont inébranlables puisqu'elle l'a interviewé en 2023 dans un podcast⁸, en tant que directrice du très libertarien Free Speech Union* pour lui demander son opinion sur le terme... «*woke*». Après avoir obtenu son doctorat en sociologie (sous la direction de ... Frank Furedi, le principal dirigeant du RCP et d'Ellie Lee, qui écrit 7 articles dans *LM* entre 1996 et 2000), elle a créé en 1998 et dirigé un pseudopode des réseaux furedistes, le Maverick Club («*un club itinérant pour les individus non orthodoxes qui ne veulent pas avoir de maître*»). Elle a ensuite entamé une carrière classique d'enseignante et chercheuse universitaire au CPCS* (le Centre d'études sur la culture parentale, dans lequel travaillent, ou sont intervenus, d'autres ex-membres du RCP). Elle combat l'influence des neurosciences qui prétendent «*nous indiquer comme éduquer nos enfants*» et pensent que «*tous les parents ont besoin d'une formation en particulier sur le développement du cerveau de leur bébé*». En 2020, elle a décidé de bifurquer vers la présidence du FSU en 2020 (poste à temps partiel selon sa bio sur LinkedIn) et une activité de «*conférencière*», ce qui est à l'évidence un choix politique et militant vu la ligne de ce «*syndicat pour la liberté d'expression*». A ma connaissance, seul l'un de ses articles a été traduit en français⁹. On ne s'étonnera pas que son profil LinkedIn affiche

⁷ <https://www.clerkswell.com/about-us/>.

⁸ <https://freespeechunion.podbean.com/e/in-conversation-with-professor-frank-furedi/>.

⁹ «Le “parent hélicoptère” et le paradoxe de la parentalité intensive au XXI^e siècle» article écrit avec Ellie Lee (une vétérane du RCP) <https://www.erudit.org/fr/revues/lsp/2020-n85-lsp05691/1073740ar/>.

son intérêt pour d'autres «ramifications» des réseaux RCP/LM/*Spiked* : Sense about Science* et l'AFAF*, mais aussi des organisations conservatrices comme l'Ayn Rand Center*.

Kenan Malik occupe une position particulière dans la nébuleuse «furediste» depuis la disparition du RCP (1996) et des revues *Living Marxism* et *LM* (2000), publications auxquelles il cessa de participer apparemment en 1996. Il garde des liens avec les vétérans du RCP puisqu'il a écrit quelques articles dans *spiked* entre 2001 et 2009 et participé à la Battle of Ideas en 2014 et 2017. En même temps, il trace un chemin original, aux antipodes de l'éloge de la Hongrie de Viktor Orban, des contrôles de l'immigration, des valeurs chrétiennes de l'Europe, etc., chéris par Frank Furedi et ses disciples.

Kenan Malik ne renie pas ses engagements de jeunesse (il mentionne son bref passage au SWP mais reste discret sur le RCP alors qu'il y a milité beaucoup plus longtemps), se dit toujours «de gauche» et favorable à une renaissance du mouvement ouvrier et des syndicats – ce qui le différencie de ses ex-camarades devenus «nationaux conservateurs» ou «libertariens». «Humaniste» et «universaliste laïque», il a consacré plusieurs livres à l'histoire du racisme et du concept de race pour mieux s'opposer aux politiques de l'identité, qui, selon lui, reposent sur un «*pessimisme social*» propagé par ceux qui ont renoncé à tout «*changement social*» radical et préfèrent se «*replier sur un sens étroit et racialisé de l'identité*».

Selon Kenan Malik, la gauche a remplacé la classe, par la culture :

«L'idée romantique de la culture s'est épanouie dans les années 1960, d'abord à travers l'idée d'auto-organisation, un concept qui a émergé de la lutte pour les droits des Noirs aux États-Unis. Dans les années 1960, l'Amérique noire était prise en étau entre, d'une part, une société intensément raciste et, d'autre part, une gauche largement indifférente à son sort. De nombreux militants accusaient la gauche d'être indifférente à leur cause et affirmaient que les Noirs devaient prendre les choses en main. Ils renoncèrent aux organisations intégrées de défense des droits civiques et créèrent des groupes noirs distincts. L'auto-organisation des Noirs céda bientôt la place à l'idée d'une identité noire. Les Noirs devaient s'organiser séparément, non pas par stratégie politique, mais par nécessité culturelle. [...]

Bientôt, non seulement les Noirs, mais aussi tous les autres eurent une identité propre qui les séparait non seulement de l'homme blanc, mais aussi de tous les autres types d'hommes et des hommes en général. S'inspirant du modèle établi par les militants du Pouvoir noir, les Amérindiens, les Portoricains, les Chicanos, les Chinois américains, sans parler d'une myriade d'ethnies blanches, mirent tous en place leurs propres organisations culturelles. Les femmes et les homosexuels devinrent des ethnies de substitution, chacune ayant sa propre culture, son identité et son mode de pensée. Selon la féministe et sociologue Sonia Krup, on ne lutte plus pour être inclus dans le giron de "l'humanité universelle" sur la base d'attributs humains partagés, ni pour le respect "en dépit des différences". Désormais, on exige plutôt le respect de soi-même en tant que personne différente. [...]

De façon ironique, la politique de l'identité elle-même s'est appuyée sur les idées les plus réactionnaires, à savoir l'affirmation selon laquelle les convictions politiques et les modes de pensée d'une personne devraient découler de sa naissance, de son sexe ou de ses origines ethniques.

Les développements sociaux et politiques des deux décennies suivantes ont contribué à ancrer ces idées. L'affaiblissement des partis sociaux-démocrates et staliniens, la disparition des mouvements de libération nationale du tiers monde, la transformation de nombreux pays du tiers monde en tyrannies et, enfin, la fin de la guerre froide ont renforcé la conviction qu'une transformation sociale radicale était une chimère. Les nouveaux mouvements sociaux eux-mêmes s'étaient largement désintégréés dans les années 1990. Il ne restait plus que le sens de la différence. La solidarité sociale se définit de plus en plus non pas en termes politiques – dans le cadre d'une action collective à la poursuite de certains idéaux politiques – mais en termes d'ethnicité ou de culture. [...]

Ce qui commença dans les années 1960 comme un moyen de s'organiser contre l'oppression a fini, dans les années 1890, par devenir un moyen de rationaliser l'impuissance de la gauche. Le romantisme naquit, à la fin du XVIII^e siècle, de la peur des changements radicaux déclenchés par les Lumières et la Révolution française et du désir de retrouver l'ancrage sécurisant des anciennes traditions. À la fin du XX^e siècle, c'est l'évanouissement des possibilités de transformation sociale qui a ramené de nombreux radicaux, bien qu'involontairement, à une vision romantique du monde.» [Malik, 2005.]

Il revendique l'importance d'une «*politique de classe*» et de l'«*action collective des travailleurs*» («*L'exploitation est définie par la classe et non par la nationalité!*») proclame le titre de l'un de ses articles dans un quotidien bourgeois) ; il dénonce «*la détention et l'expulsion massives des sans papiers*», «*le racisme, la discrimination sociale et le harcèlement policier qui défigurent trop souvent la vie des migrants*» et la pseudo théorie du grand remplacement, que défend Viktor Orban, cet homme politique pour lequel travaille... son ex-camarade Furedi.

Dans une conférence donnée en 2023, il souligne le contraste entre l'accueil réservé à deux événements contemporains : la lutte des éboueurs afro-américains à la Nouvelle-Orléans (entre le début du mois mai et septembre 2020) et les manifestations organisées par Black Lives Matter à partir du 25 mai 2020) :

«*“Nous nous considérons comme faisant partie de la famille noire mondiale”, peut-on lire dans l'une des principales déclarations de principe de BLM. Le problème, c'est que la “famille noire mondiale” est une unité artificielle qui ne sert qu'à masquer les divisions avec les communautés noires et à rendre plus difficile la création d'une solidarité au-delà des lignes raciales.*

La grève des éboueurs de la Nouvelle-Orléans en 2020 en est une bonne illustration. En mai de cette année-là, ces travailleurs se sont mis en grève en raison des salaires de misère, du manque d'équipements de sécurité et du refus de reconnaître les syndicats. La quasi-totalité des travailleurs étaient noirs, tout comme les employeurs. La Nouvelle-Orléans avait confié l'assainissement à une entreprise appartenant à des Noirs dans le cadre de la campagne antiraciste de la ville. Mais Black Lives Matter avait une signification différente de part et d'autre du piquet de grève, de part et d'autre du fossé entre les classes. “L'exploitation des Noirs”, comme l'a dit un dirigeant syndical noir, “ne s'arrête pas parce que l'entreprise est noire”.

Les éboueurs se sont mis en grève trois semaines avant l'assassinat de George Floyd à Minneapolis, meurtre qui a dynamisé un mouvement mondial sous la bannière de Black Lives Matter. Ils sont restés en grève tout au long de la vague de protestations qui a balayé le pays et le monde cet été-là, et qui a mis le racisme au premier plan de la conscience mondiale. Pourtant, bien que ce soit l'année de Black Lives Matter, les éboueurs noirs ont été contraints de reprendre le travail en septembre, n'ayant obtenu pratiquement aucune de leurs revendications. Les employeurs noirs ont gagné, les travailleurs noirs ont perdu.

Cela nous rappelle que supposer qu'il existe un ensemble d'intérêts communs ou une identité qui unit les Noirs revient à renforcer le pouvoir des élites noires et à affaiblir la voix des travailleurs noirs. C'est confondre la nécessité de lutter contre le racisme avec la construction d'une solidarité raciale. La poursuite du second objectif rend plus difficile la réalisation du premier. Pourquoi ? Parce qu'elle crée un sentiment d'unité là où il n'y en a pas – comme entre les travailleurs et les employeurs noirs. Et elle crée des obstacles à l'établissement d'une solidarité au-delà des lignes raciales, car la solidarité est de plus en plus comprise en termes raciaux ou identitaires.» [Malik, 16/10/23.]

Si Malik critique le multiculturalisme, il le fait d'un point de vue bien plus subtil que celui des «*furedistes*», en soulignant les «*deux significations*» de ce concept :

«La première est ce que j'appelle l'expérience vécue de la diversité. La seconde est le multiculturalisme en tant que processus politique, dont l'objectif est de gérer cette

diversité. L'expérience de la vie dans une société moins insulaire, plus dynamique et plus cosmopolite est quelque chose qu'il faut saluer et chérir. C'est un plaidoyer en faveur de la diversité culturelle, de l'immigration de masse, de l'ouverture des frontières et de l'ouverture d'esprit.

En tant que processus politique, cependant, le multiculturalisme a une signification très différente. Il décrit un ensemble de politiques dont l'objectif est de gérer et d'institutionnaliser la diversité en plaçant les gens dans des cases ethniques et culturelles, en définissant les besoins et les droits individuels en fonction des cases dans lesquelles les gens sont placés, et en utilisant ces cases pour façonner la politique publique. Il ne s'agit pas d'ouvrir les frontières et les esprits, mais de contrôler les frontières, qu'elles soient physiques, culturelles ou imaginaires.

L'amalgame entre l'expérience vécue et la politique s'est avéré très préjudiciable. D'une part, il a permis à de nombreuses personnes de droite – et pas seulement de droite – d'imputer à l'immigration de masse les échecs de la politique sociale et de faire des minorités le problème. C'est pourquoi il est essentiel de séparer ces deux notions de multiculturalisme, de défendre la diversité en tant qu'expérience vécue – et tout ce qui l'accompagne, comme l'immigration de masse et l'ouverture culturelle – mais de s'opposer au multiculturalisme en tant que processus politique.» [Malik, 16/04/2023]

Comme il le souligne dans une autre conférence, les «multiculturalistes», à gauche, et «les adeptes du choc des civilisations», à droite et à l'extrême droite, ont «beaucoup de choses en commun» : «Les premiers accusent les seconds de se plier au racisme et à l'islamophobie, tandis que les seconds disent des premiers qu'ils tentent d'amadouer l'islamisme. Malgré cette hostilité, cependant, les deux camps partagent des hypothèses de base sur la nature de la culture, de l'identité et de la différence. Tous deux considèrent que les principales divisions sociales sont culturelles ou civilisationnelles. Tous deux considèrent les cultures ou les civilisations comme des entités homogènes. Tous deux insistent sur l'importance cruciale de l'identité culturelle et sur la préservation de cette identité. Toutes deux perçoivent des conflits insolubles découlant de valeurs incommensurables.

Les multiculturalistes et les guerriers du choc des civilisations ne sont pas les seuls à s'inspirer de ces thèmes. Ces dernières années, l'extrême droite a, elle aussi, de plus en plus souvent, du moins en public, troqué le vieux langage de la différence biologique pour le nouvel idiome de l'identité culturelle. La défense de “ma culture”, “mon histoire”, “ma tradition” est au cœur de l'attaque de l'extrême droite et des populistes contre le multiculturalisme.» [Malik, 7/06/2023.]

Le principal point sur lequel Kenan Malik semble toujours d'accord avec les vieux et les jeunes «furedistes» est celui de la liberté d'expression totale¹⁰ : selon Malik, il faut laisser les racistes, les négationnistes, les fascistes, bref tous les tenants de ce qu'on appelle aujourd'hui des «discours de haine» s'exprimer librement et prendre la peine de démolir leurs arguments sans rendre leurs idées illégitimes¹¹ sauf dans un cas : s'ils appellent au meurtre et si leurs propos présentent «un danger imminent» [Malik, 19/04/2012].

¹⁰ «L'importance de la liberté d'expression réside dans le fait qu'elle remet en cause l'idée que certaines questions sont incontestables et qu'elle constitue donc un défi à l'autorité. Dès lors que nous renonçons au droit d'offenser au nom de la "tolérance" ou du "respect", nous limitons notre capacité à affronter ceux qui détiennent le pouvoir, et donc à contester l'injustice. C'est pourquoi ce sont les minorités qui souffrent le plus lorsque la liberté d'expression est restreinte.» [Malik, 28/07/2016.]

¹¹ «[...] il vaut mieux persuader les gens d'agir d'une certaine manière, en exerçant leur liberté de juger et de penser, plutôt que de les y contraindre par le pouvoir de l'État. Il arrive que l'État doive brandir le gros bâton, en particulier si les “actes dictés par la conscience”

Sa défense inconditionnelle des «libertés religieuses» l'amène à défendre le port de signes religieux dans pratiquement tous les espaces publics, y compris au travail, donc le port de la burka (qui «est un symbole de l'oppression des femmes, pas sa cause»). Mais attention : Malik critique aussi bien le prétendu «antiracisme de gauche» qui dénonce les caricatures de Mahomet et «trahit les progressistes au sein des communautés minoritaires» que «le racisme antimusulmans de droite». Il est parfaitement conscient que «les idées de Dieu, de la nature humaine et l'ordre social sont intimement liées» et que remettre en cause les structures sociales ne peut se faire sans contester les fondements mêmes des religions [Malik, 10/6/2014].

Dans ses écrits, il évite les écueils et les dérives de ses ex-camarades : il critique la vacuité de la britannicité et des prétendues «valeurs britanniques¹²»; il refuse de cautionner la thèse du «choc des civilisations» et ne cautionne pas les guerres culturelles de la droite ; il ne fait pas l'apologie nationaliste du Brexit (il s'est abstenu) ; il est parfaitement conscient que les programmes et les idées des partis d'extrême droite et/ou populistes ont complètement contaminé les partis de droite européens, et que leurs références fréquentes à «la classe ouvrière blanche» contraste avec leur silence sur «la classe ouvrière noire» ou «la classe ouvrière musulmane¹³» [Malik, 19/06/2024].

Il n'abandonne jamais la défense de l'athéisme et la critique de toutes les religions, islam compris, au nom du «rationalisme des Lumières», au sein desquelles il distingue entre les Lumières conservatrices et les «Lumières radicales». Il démystifie brillamment les thèses sur l'origine uniquement chrétienne des «valeurs occidentales», de notions comme la liberté et la démocratie, en restaurant à la fois l'apport des penseurs grecs pré-chrétiens et le rôle des philosophes rationalistes musulmans comme Ibn Sina (Avicenne) et Ibn Rushd (Averroès) [Malik, 02/03/2014] Dans ses chroniques régulières pour les grands médias, ce neurobiologiste, historien des sciences et chercheur en psychologie adopte plutôt la posture d'un philosophe et d'un historien des idées¹⁴, soucieux de rigueur, que celle d'un agitateur au service de la droite libertarienne.

entraînent des dommages physiques ou des discriminations. Mais ces occasions, par principe, devraient être réduites autant que possible» [Malik, 17/06/2012].

¹² Il élargit la discussion en réfutant trois mythes très répandus en Europe : 1) «les nations européennes étaient autrefois homogènes», mais seraient «devenues plurielles d'une manière historiquement unique». En effet, «au XIX^e siècle et pendant une bonne partie du XX^e, la classe ouvrière et les pauvres des zones rurales, par exemple, étaient considérés par beaucoup comme des groupes raciaux distincts. L'idée selon laquelle l'Europe était homogène mais a été rendue plurielle par l'immigration de masse est donc erronée» [Malik, 28/07/2016] ; 2) «l'immigration contemporaine» serait «différente des vagues précédentes, à tel point que les structures sociales» devraient «être réorganisées en profondeur pour l'accueillir» ; 3) «les nations européennes» auraient «adopté des politiques multiculturelles parce que les minorités l'exigeaient» [Malik, 7/6/2012].

¹³ J'ajouterais que, sur ce point, l'extrême gauche ne fait pas mieux : si elle blablate en permanence sur les discriminations contre les petits bourgeois «racisés» dans les médias, le show bizz ou le cinéma, elle ne s'intéresse pratiquement jamais aux intérêts de classe des **prolétaires** dits «racisés».

¹⁴ Il explique parfaitement comment des notions comme celles de «race», «tolérance», «liberté» ou «démocratie» ont évolué au cours de l'histoire, et pourquoi, par exemple, le terme de race n'a pas du tout le même sens au XVIII^e voire au XIX^e siècle qu'aujourd'hui ; quant au concept de tolérance, il ne peut être compris de la même façon dans des sociétés totalement dominées par la religion chrétienne aux XVI^e et XVII^e siècles et dans les sociétés déchristianisées occidentales du XXI^e siècle [Malik, 17/06/2012]. Le plus souvent, les

Linda Murdoch «mène des recherches et écrit sur le bien-être et l'éthique du travail. Elle a été directrice des carrières à l'université de Glasgow ; est titulaire d'un doctorat sur l'impact des politiques de santé mentale dans les universités et a récemment suivi une formation de bénévole en conseil aux citoyens». Elle a écrit dans *Spiked* et est intervenue plusieurs fois dans les débats de l'Academy of Ideas et de la Battle of Ideas.

Phil Mullan «est un écrivain et un chef d'entreprise qui effectue des recherches et donne des conférences sur l'interaction entre l'économie et la politique. Son travail s'appuie sur plus de vingt ans d'expérience dans des fonctions de direction et de conseil au sein d'entreprises internationales». Le titre d'un de ses livres («*La destruction créatrice: comment démarrer une renaissance économique*») indique bien son orientation idéologique. Son CV mentionne qu'il travaille désormais en free lance, mais qu'il «a passé huit ans à des postes de direction au sein d'Easynet Global Services, une société internationale de services de communication» et que «auparavant, il avait été directeur général de la société de services Internet et de formation Cybercafé Ltd». Il oublie simplement de mentionner qu'il fut l'«organisateur national» de l'Irish Freedom Movement, membre de la direction du RCP et que son «activisme» dans l'informatique correspond parfaitement à la volonté des ex-cadres du RCP de s'implanter sur le Net puis sur les réseaux sociaux, et à la qualité des innombrables sites de leurs «ramifications» non partidaires, censées être apartidaires.

Brendan O'Neill, tout comme d'autres participants du site *Spiked* fondé en 2000, fait partie de ces agitateurs idéologiques qui, selon BobfromBrockley [2019], ont «fourni une grande partie de la substance intellectuelle» du programme des conservateurs britanniques dans les années 2010 en diffusant «une critique “libérale musclée” plausible de l'échec du multiculturalisme»; «un programme drastique de restriction de l'immigration fondé sur les chiffres»; «une critique libertarienne de la législation sur la santé et la sécurité et d'autres formes de réglementation de “l'Etat-nounou”»; et donc un argumentaire pour «démanteler une grande partie de la protection des consommateurs et des travailleurs» et encourager «le scepticisme à l'égard du changement climatique et d'autres questions écologiques, qui a permis d'excuser l'absence totale d'action» gouvernementale, etc.

Afin que cet argumentaire réactionnaire apparaisse comme rebelle ou contestataire, Brendan O'Neill, comme d'autres vétérans du RCP, invoque fréquemment le pouvoir des «élites»: les «nouvelles élites politiques», «l'élite culturelle», «l'élite autoritaire», tout comme en France de nombreux militants de gauche et d'extrême gauche dénoncent «les bobos¹⁵» ou «l'oligarchie», à l'unisson avec l'extrême droite. Comme le souligne Bobfrom Brockley [2019], «Cet anti-élitisme apparent et cette prétention à parler au nom des fils et filles de la classe ouvrière sont particulièrement utiles pour un gouvernement conservateur»

Brendan O'Neill se présente également comme un «absolutiste du Premier amendement¹⁶». convaincu des valeurs de «l'autonomie individuelle». Il pense que la gauche a failli en voulant compter sur l'État pour restreindre «les jeux d'argent», «la publicité pour la malbouffe afin que les enfants ne fassent pas pression sur leurs parents pour qu'ils l'achètent» ou le droit des consommateurs à fumer dans les bars ; «la gauche, en traitant l'individualisme comme un mal, propose une politique de correction, d'aide ou de rééducation des individus abîmés par la vie.

discussions politiques actuelles, à gauche comme à droite, sont marquées par l'ignorance et le mépris pour les conditions matérielles d'émergence des idées.

¹⁵ Cf. mon article «De la dénonciation des petits bourgeois à celle des “bobos” : comment la gauche reprend le vocabulaire de l'extrême droite» <https://nfnf.eu/spip.php?article243>.

¹⁶ Adopté en 1791, cet amendement stipule que «Le Congrès n'adoptera aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou à l'interdiction de son libre exercice; ou pour limiter la liberté d'expression, ou celle de la presse; ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement ou d'adresser au Gouvernement des pétitions pour obtenir réparations des torts subis.»

Elle s'est convaincue que les gens sont fragiles, faibles, qu'ils ne savent pas comment négocier la vie et qu'ils ont donc besoin d'un échafaudage bureaucratique construit au-dessus de chaque aspect de leur vie. L'abandon de l'autonomie individuelle a donné naissance à un paternalisme profondément désagréable» [O'Neill, 2018A].

Lorsqu'on l'interroge sur son passé militant, il rappelle que *«La principale ligne de démarcation entre le RCP et l'ensemble de la gauche britannique concernait la question de l'État. Le RCP a toujours remis en question l'idée que l'État pouvait apporter une solution aux problèmes de la société. Le reste de la gauche à l'époque, y compris la gauche radicale, mais évidemment le Labour, voyait de plus en plus l'État comme la solution, comme le seul véritable agent de changement dans la société, comme l'institution qui devait dompter le capitalisme, aider les pauvres, régir la vie quotidienne et contrôler les interactions entre les différentes communautés. [...] Le RCP n'a cessé d'insister sur l'importance de la pensée libre et critique, de la méfiance à l'égard de l'administration, de la confiance dans les capacités intellectuelles et politiques de la population, d'une plus grande indépendance organisationnelle sur le lieu de travail plutôt que d'une quelconque dépendance à l'égard de la machine bureaucratique et, bien entendu, d'une critique profonde du projet stalinien à l'Est et de son impact néfaste sur la vie individuelle et collective des travailleurs.» [O'Neill, 2018A.]*

Ses propos apparemment radicaux contre l'État et le rappel de son passé «gauchiste» aboutissent en réalité à une diatribe à peine masquée contre «l'assistanat», cette tarte à la crème de la droite et de l'extrême droite, même s'il évite de prononcer ce mot. Selon O'Neill, l'État *«offre des excuses à la pauvreté et au chômage»*, et devrait plutôt *«investir dans la recherche, la production, la croissance, les nouveaux domaines technologiques»* – cette proposition n'a qu'une seule signification possible : l'État devrait aider les patrons de ces secteurs ou les développer lui-même dans un cadre capitaliste ! Il déploie alors un raisonnement particulièrement tordu, lié sans doute à la continuité artificielle qu'il souhaite maintenir entre ses positions des années 1980 et celles d'aujourd'hui. Pour lui, lorsque l'État «aide» les pauvres, cela détruit... *«la solidarité sociale»* ! *«En effet, plus les individus et les familles sont encouragés à se tourner vers l'État pour obtenir de l'aide en cas de besoin, moins ils sont susceptibles de se tourner vers leurs voisins, leur communauté ou leur famille, et moins ces liens sociaux sont susceptibles de se former. Cela détruit l'autonomie individuelle et les liens sociaux.» [O'Neill, 2028A.]*

Voilà un bel exemple de combinaison hypocrite entre, d'un côté, un discours anti-étatique, hostile à la «technocratie», à la «bureaucratie» et favorable à la «solidarité sociale» et, de l'autre, un appel à détruire l'État-providence pour le bien... des travailleurs dont la sueur (et le sang lors de leurs luttes) ont financé ces mêmes prestations sociales !

Bizarrement, alors que son camarade Furedi est farouchement opposé à l'immigration et dénonce le péril qu'elle représente pour la civilisation occidentale [cf. «III. Deux petits succès politiques»], O'Neill se paie le luxe de dénoncer l'Union européenne qui *«applique de plus en plus de mesures barbares sur sa côte méditerranéenne pour empêcher les Noirs d'Afrique de s'approcher du continent. En fait, elle paie même des dictateurs africains pour qu'ils empêchent leurs concitoyens d'entrer, pour les forcer à rester là où ils ne veulent pas rester» [O'Neill, 2018A].*

Mais ses propos sont constamment ambigus : d'un côté il dénonce le *«risque très sérieux de déshumaniser les migrants à des fins politiques»* et affirme que *«La droite a tort de qualifier les migrants d'envahisseurs pour la simple raison qu'il ne s'agit pas d'une invasion»* ; de l'autre, il attaque le *«pseudo-cosmopolitisme obsessionnel»* des personnes convaincues *«que les frontières sont un phénomène entièrement malveillant et qu'il serait légitime que les souhaits démocratiques d'une population nationale soient outrepassés par des traités internationaux» [O'Neill, 2020].*

D'un côté, Brendan O'Neill semble prôner une posture ouverte face à l'immigration et répète que *«L'UE, ne l'oublions pas, a une politique d'immigration explicitement raciste – accordant la liberté de circulation principalement aux Européens blancs tout en la refusant violemment aux Africains non blancs – qui a conduit à la mort de milliers de personnes en Méditerranée. Elle a également payé des mercenaires africains pour surveiller et, dans certains cas, punir les candidats à l'immigration qui souhaitent venir en Europe»* [O'Neill, 2020].

De l'autre, le rédacteur en chef du site *Spiked* (et qui fut aussi un collaborateur du magazine irlandais en ligne <https://forth.ie/> entre 2009 et 2018) dénonce les «mondialistes», comme son vieux pote Furedi, qui mèneraient *«une campagne idéologique plus vaste visant à affaiblir l'idée de nation et à saper la démocratie nationale»* et finit par se demander *«de quel type d'immigrants le pays a besoin et comment ils devraient être accueillis»*...

Un autre article [O'Neill, 2018B] nous précise sa position, à l'occasion d'une attaque d'une journaliste du *Guardian* qui avait cru pouvoir le moucher en lui rappelant ses origines irlandaises pour le mettre en contradiction avec ses positions xénophobes et nationalistes : *«Vos parents n'ont pas émigré d'Irlande en Angleterre pour que vous l'utilisiez comme un moyen de discréditer les enfants d'autres immigrés en disant que vous aussi vous pourriez faire de la politique identitaire si vous le vouliez, mais que vous ne le faites pas parce que vous n'aimez pas jouer la "carte victimaire"»*.

Sa réponse à cette critique (il est vrai peu subtile) – *«Je suis un Irlandais mais je veux être Britannique – est-ce mal ?»* – permet de comprendre qu'il est un chaud partisan de l'assimilation, tout comme Furedi. Et dans cet article, il se livre à une comparaison intéressante entre les «Irlandais de la deuxième génération» et les discours identitaires actuels. Il commence par dénoncer, avec raison, le fait que l'introduction de *«la catégorie ethnique irlandaise dans le recensement britannique a été la principale réalisation du nouvel identitarisme irlandais»*. Mais il en tire la conclusion erronée que la prise de conscience des crimes du colonialisme empêcherait la solidarité entre les exploités de différentes origines. Et il continue: *«Ce que les premiers arrivants irlandais refusaient – la racialisation des Irlandais, en particulier à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, en tant que peuple inférieur, à faible QI et anormal – était désormais adopté par les activistes et organisateurs irlandais et irlandais de deuxième génération au Royaume-Uni. Ce nouveau processus de racialisation était apparemment "bon" : les Irlandais étaient désormais considérés comme des personnes sensibles aux émotions, possédant une culture subtile, capables de ressentir la douleur des gens, et ainsi de suite, plutôt que comme des singes blancs. L'auto-racialisation des Irlandais au moment précis où leur racialisation par les autres touchait à sa fin nous apprend beaucoup sur la crise de l'intégration aujourd'hui.»* [O'Neill, 2018B.]

Comme tous les «furedistes», Brendan O'Neil mélange des constats fréquemment justes avec des conclusions politiques réactionnaires. Ainsi il critique *«l'isolement croissant de certaines sections de la communauté musulmane [...] qui partagent, avec certains membres de la communauté irlandaise britannique de la deuxième génération un instinct de séparation et même d'hostilité à l'égard de l'idée de britannicité et d'histoire britannique, mais qui l'expriment non seulement en donnant à leur prénom une consonance étrangère, mais aussi en se rapprochant de groupes radicaux activement et parfois violemment hostiles à la nation britannique. Ce sont les conséquences désastreuses de l'abandon de l'assimilation au profit de l'institutionnalisation d'un système de coexistence des modes de vie – c'est-à-dire d'une séparation communautaire»* [2018B].

O'Neill a du mal à imaginer qu'on puisse vouloir vivre dans un nouveau pays et en même temps refuser d'abandonner tout esprit critique vis-à-vis des règles sociales et... étatiques de cette terre «d'accueil». Cet ex-«révolutionnaire» qui voulait détruire non seulement l'État mais renverser le capitalisme à l'échelle mondiale a oublié les valeurs fondamentales de

l'internationalisme prolétarien, voire de l'anationalisme communiste, pour désormais faire l'éloge du chauvinisme le plus crasse et aller parader sur le podcast de Joe Rogan¹⁷.

James Panton : ce vétéran du RCP fut collaborateur régulier de *Spiked* durant ses dix premières années d'existence et écrivit sur ce site des articles dont les titres illustraient bien ce qu'est le «*contrarianism*», c'est-à-dire la pose pseudo-rebelle : «Qu'y a-t-il de si génial dans l'État-providence ?», «Démystifier la dyslexie», «La Recherche sur les animaux : les extrémistes ne sont pas le problème», «Pourquoi j'ai un problème avec le végétarisme», etc. Mais rassurez-vous cet ex-trotskyiste intervient dans des médias plus *mainstream* (Radio 5 Live, Radio Oxford, South Today, Sky News, *USA Today* et l'émission The Moral Maze sur BBC Radio) sans laisser tomber ses camarades de la Battle of Ideas. Cet universitaire a assumé des responsabilités administratives dans plusieurs établissements secondaires et enseigné les sciences politiques dans différentes universités. Il a participé à la fondation du Manifesto Club* et à la création du mouvement PROTest pour la défense de la recherche animale à Oxford. Il est aussi l'un des signataires du Manifeste pour le Full Brexit, une coalition entre des intellectuels «de gauche» et ultraconservateurs, présentée sur un blog de Mediapart comme «*une opération lancée à l'initiative de plusieurs universitaires, dont Costas Lapavistas, ancien député de Syriza (tendance plateforme de gauche), marxiste, professeur à la London School of Economics*». Le blogueur en question dissimule (ou ignore, ce qui ne vaut guère mieux) que cette coalition était aussi soutenue par les libertariens xénophobes de l'ex-RCP (la moitié des universitaires à l'initiative de l'opération sont des agitateurs «furedistes») ainsi que Thomas Fazi (soutien du mouvement italien 5 Etoiles) et Paul Embery (syndicaliste et commentateur régulier de la chaîne réactionnaire GBNews). «*Embery est un partisan bien connu du "Blue Labour"*, courant qui soutient qu'un projet modérément social-démocrate au sein du Parti travailliste ne peut être revigoré que s'il promeut également des valeurs sociales conservatrices, pas seulement le Brexit mais aussi le soutien au contrôle de l'immigration, l'opposition à Black Lives Matter, l'éloge de la Grande-Bretagne en tant que pays chrétien, et le soutien aux "valeurs familiales" contre le mariage homosexuel et les droits des transgenres¹⁸.»

Helen Reece (1969-2017): avocate et professeure de droit à l'University College de Londres puis à la prestigieuse London School of Economics. Bien qu'elle ait écrit deux courts articles dans la revue *Living Marxism* [Reece, 1998 ; 2000] sur les problèmes posés par l'attitude de la justice face aux victimes de viol¹⁹, ce furent ses textes ultérieurs sur les interdictions d'adopter édictées contre certaines personnes²⁰ et «les mythes à propos du viol» qui provoquèrent les réactions les plus violentes, notamment chez les universitaires féministes²¹. Selon Reece, la plupart des gens ne portent aucun jugement moral négatif contre les femmes victimes d'un viol,

¹⁷ <https://www.youtube.com/watch?v=bEhU9VgkJq0>.

¹⁸ Matt Cooper, <https://www.workersliberty.org/story/2020-12-01/chasing-conservatives>.

¹⁹ Le premier article s'opposait à la proposition d'un juge de constituer un fichier listant les femmes ayant porté plainte contre un viol imaginaire, et le second contestait le droit de l'avocat d'un violeur présumé à interroger, dans une audience publique, la femme qui l'accusait de ce crime.

²⁰ «*Helen était connue pour s'attaquer à des causes difficiles. En 2010, elle s'est attiré l'opprobre pour avoir soutenu que l'interdiction générale faite aux personnes condamnées pour des délits sexuels d'adopter était disproportionnée et erronée. Dans le dernier texte qu'elle a écrit avant sa mort, elle a soutenu que les juges devraient se garder de considérer la "déviance" sexuelle comme un facteur dans les litiges familiaux lorsqu'il s'agit de déterminer avec quel parent un enfant doit vivre*» [Gittos, 2016]. Luke Gittos, qui a écrit cette notice nécrologique, est l'auteur «*Pourquoi la culture du viol est un mythe dangereux*».

²¹ <https://journals.kent.ac.uk/index.php/feministsatlaw/article/view/80/239>.

mais ils les jugent souvent «responsables» d'avoir effectué certains choix dangereux pour elles-mêmes, sans pour autant, bien sûr, diminuer la responsabilité de l'agresseur ni la gravité de son crime. On comprend que ce genre de provocations n'ait pas soulevé beaucoup de sympathie à son égard au sein du monde académique....

Lynn Revell : cette ex-marxiste a un parcours curieux puisqu'elle enseigne dans une université fondée par l'Église d'Angleterre, la Canterbury Christ Church University, dont les frais de scolarité, par exemple pour un diplôme de comptabilité, sont de 12 000 euros par an. Visiblement cette Église ne pratique pas la charité pour ses étudiants ! Mais on n'est pas tellement étonné de ce choix professionnel puisque cette dame «participe actuellement à des recherches sur l'importance de l'extrémisme dans l'éducation et la liberté d'expression dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur. Elle a publié des travaux sur la représentation de l'islam dans l'enseignement religieux et sur l'impact de l'obligation de promouvoir les "valeurs britanniques fondamentales" dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur». Revell est passée de la dénonciation du chauvinisme pro-impérialiste au sein de la classe ouvrière britannique à la défense des «valeurs britanniques fondamentales».

Keith Teare : après avoir milité au RCP et été l'un des dirigeants d'une de ses organisations de façade, le WAR*, il a cofondé, en 1996, plusieurs sociétés spécialisées dans l'Internet comme Cyberia (la première chaîne de cybercafés au monde), EasyNet et Cscape, ce qui lui a permis d'employer ses camarades de parti. Le site Gmwatch affirme qu'il aurait été un «magnat de la Silicon Valley» et renvoie à un article polémique mais détaillé sur ses déboires financiers, écrit par Joel Spolsky [2002], un programmeur et journaliste qui connaît bien le monde de la tech. La société de Teare, RealNames, aurait vendu ses services à Microsoft de 1999 à 2002, jusqu'au moment où le contrat aurait été rompu, l'entreprise aurait fait faillite et les actionnaires de RealNames auraient perdu des dizaines de millions de dollars. Quoi qu'il en soit, selon son CV officiel, Teare est devenu un «technologue, un investisseur et un constructeur de systèmes». Il dirigea aujourd'hui la SignalRank Corporation qui a «réinventé la manière dont les capitaux circulent dans les startups financées par le capital-risque». Teare fait régulièrement allusion à *Spiked* sur X/Twitter, LinkedIn et sur son site accompagné d'une newsletter payante²². Il a participé à l'Academy of Ideas et à la Battle of Ideas. Il entretient des liens étroits avec Andrew Keen, qui se présente comme un spécialiste mondialement reconnu de la révolution numérique et est notamment l'auteur, en français, de *Le culte de l'amateur. Comment Internet tue notre culture* (Scali, 2008). Keen anime une chaîne sur Substack, «Keen On America», sur laquelle il interviewe longuement toutes sortes d'universitaires et de journalistes²³...et aussi son ami Teare.

Austin Williams enseigne à la Kingston School of Art et est chercheur honoraire à l'université Xi'An Jiaotong en Chine. Dans son CV universitaire en ligne, il ne cache nullement sa participation à plusieurs projets «furedistes» comme le Future Cities Project* et le Manifeste Mantownhuman*. Il «écrit pour de nombreuses publications, du Times Literary Supplement à Top Gear, de la London Property Review à The Economist». En dehors d'ouvrages sur l'architecture et la Chine qui sont ses domaines de compétence dans le champ universitaire, il a publié un livre sur «Les ennemis du progrès», et une brochure intitulée «Les Verts : les nouveaux colonialistes²⁴», deux thèmes tout à fait cohérents avec la ligne du RCP et de ses

²² <https://www.thatwastheweek.com/> .

²³ <https://podcasts.apple.com/gb/podcast/keen-on-america/id1448694012> .

²⁴ Selon la présentation en ligne «Austin Williams affirme que l'obsession écologiste contemporaine pour l'arrêt du développement représente une plus grande menace pour la société que le changement climatique. En tant qu'humanistes, nous devons reformuler l'idée selon laquelle toute production significative nécessite l'appropriation de la nature. Le désir des

«ex». Il «dirige les Bookshop Barnies (des entretiens avec des auteurs contemporains de non-fiction) tout en animant les Professional Practice Podcasts (podcasts sur la pratique professionnelle)» dans le domaine de l'architecture, et intervient bien sûr dans les réunions organisées par la Battle of Ideas, WORLDWrite et l'Academy of Ideas.

Suke Wolton : docteure en philosophie, actionnaire de l'Academy of Ideas à ses débuts, elle a été directrice de Junius Publications, la maison d'édition du RCP et directrice marketing de la revue du «parti», *Living Marxism*. Le premier livre collectif qu'elle a dirigé (*Marxism, Mysticism and Modern Theory*, 1996) rassemblait des contributions d'auteurs qui ont presque tous été membres du RCP (sans que cela soit indiqué). La quatrième de couverture indiquait «*Les nouvelles théories à la mode tendent à rejeter la raison universelle en faveur du pluralisme et du local. Marxisme, mysticisme et théorie moderne examine certaines de ces théories et soutient qu'elles sont l'expression mystifiée de l'impasse politique et économique actuelle. La perspective relativiste d'aujourd'hui révèle un point de vue minimaliste et atomisé – un recul par rapport à l'objectif de compréhension rationnelle. Marxisme, mysticisme et théorie moderne expose, dans cette critique, les arguments en faveur du développement d'un nouvel humanisme pour étendre la rationalité.*» On reconnaît là les principaux thèmes des «furedistes» : la défense de la raison universelle et l'humanisme.

Dans deux articles «académiques» [Wolton 2006 et 2017], il semble que cette universitaire ne partage pas les conceptions xénophobes et nationalistes actuelles de Furedi et de nombreux «furedistes», c'est pourquoi je vais la citer longuement d'autant qu'elle aborde des questions d'actualité en France, en 2025.

Elle critique finement les politiques migratoires menées par les gouvernements travaillistes, et la façon dont elles remettent en cause des notions fondamentales au Royaume-Uni, du moins après 1945 : l'égalité de traitement entre tous les êtres humains ; le droit à «un abri, de la chaleur et de la nourriture» ; le respect de *l'habeas corpus* selon lequel on ne peut détenir arbitrairement une personne avant qu'elle soit jugée (donc on ne peut mettre un «sans papiers» dans un centre de rétention en attendant de le juger pour séjour illégal ou de l'expulser) ; et la nécessité d'un «*filet de sécurité*» d'allocations universelles pour «*éloigner la stigmatisation et le traitement dégradant des pauvres*».

Wolton conteste les notions (très répandues également en France) selon lesquelles l'identité nationale (ici britannique) serait une notion éternelle et la démocratie une «valeur», un phénomène intemporel, alors qu'elle est le fruit de combats incessants menés par des minorités (ou des groupes plus importants) qui ont eu recours à toutes sortes de moyens, y compris violents, voire jugés «terroristes» à leur époque. Elle cite l'exemple des suffragettes, qui «*chahutaient les politiciens, organisaient des marches, [...] s'enchaînaient aux grilles, attaquaient les policiers, brisaient les fenêtres, taillaient les tableaux, mettaient le feu aux bâtiments, lançaient des bombes et faisaient la grève de la faim lorsqu'elles étaient envoyées en prison*» : elles «*soutenaient que la démocratie britannique n'était pas vraiment une démocratie sans le suffrage universel. Elles s'opposaient donc aux valeurs britanniques fondamentales de leur époque et constituaient des extrémistes. [...] En présentant l'extrémisme comme le contraire de la démocratie, il semble facile aujourd'hui d'imaginer que nous pouvons prendre parti pour l'un contre l'autre. Les véritables champions de la démocratie dans le passé n'ont cependant pas toujours été aussi faciles à repérer. Après tout, les suffragettes ne faisaient-elles pas partie des terroristes de leur époque ?*»

Verts de réduire la production, la population et tout impact humain sur la planète découle d'un fantasme politique de la classe moyenne qui conduit à maintenir dans la pauvreté les pays en voie de développement les plus démunis. Le fait de freiner les aspirations des peuples à l'autonomie économique, sociale et nationale est la marque d'un néocolonialisme durable des temps modernes.»

A propos des politiques préventives contre la radicalisation (qui existent aussi en France et s'accompagnent d'une obligation de «signalement» à l'Éducation nationale, aux travailleurs sociaux, etc.), Wolton avance des hypothèses intéressantes et originales :

«La radicalisation est présumée contraire à la démocratie, ce qui renforce l'idée que la démocratie ne serait pas faite d'opinions bien arrêtées» [mais de valeurs abstraites et éternelles] «ou de contestation politique [...] [mais] peut-être que la radicalisation ne devrait pas être considérée comme étant en dehors de la norme. Le concept de démocratie, à la fois historiquement et aujourd'hui, doit inclure la question de savoir qui altère le champ politique [...]. La résistance désespérée et parfois violente des élites au suffrage universel tout au long du XIX^e siècle suggère que la démocratie n'était pas vraiment une "valeur britannique" à cette époque. En fait, il est difficile de tirer beaucoup de "valeurs britanniques" de cette période, si ce n'est que seuls les efforts engagés d'une minorité ont permis d'étendre le suffrage et que beaucoup ont perdu la vie dans cette lutte. À l'instar des suffragettes, l'histoire semble confirmer que l'engagement pour une cause, la détermination et parfois le martyre sont des facteurs qui, comme la radicalisation, peuvent entraîner un changement. [...] L'histoire de la démocratie telle qu'elle est enseignée dans les écoles est sanglante, difficile et pleine d'"extrémistes" défendant leur suffrage. La démocratie pour laquelle ils se sont battus signifiait faire partie du processus par lequel la politique était discutée et développée et par lequel la politique du gouvernement pouvait être examinée. Les décisions étaient souvent contestées et ne pouvaient être considérées comme des "valeurs", précisément parce qu'il n'y avait pas de consensus facile.» [Wolton, 2017.]

Dans un autre article sur «La politique d'immigration et la crise des "valeurs britanniques"» [2006], elle dénonce les clichés selon lesquels les immigrés auraient toujours «des valeurs différentes de celles des autochtones²⁵» ou que l'État-providence serait «un facteur d'attraction pour les demandeurs d'asile et les immigrés clandestins». Elle expose les conséquences des politiques sur l'immigration, notamment le fait que «forcer les demandeurs d'asile à mendier pour obtenir de la charité semble être la politique du gouvernement. Il s'agit certainement d'un changement de valeurs marqué dans un pays qui a construit son identité d'après-guerre sur l'abolition de la stigmatisation et de la division sociale de la loi sur les pauvres» héritée du XIX^e siècle et du travail forcé pour les indigents dans les *workhouses**. Et elle épingle le ministre de l'Intérieur (travailliste) de l'époque, David Blunkett, qui avait «menacé non seulement de retirer l'aide, mais aussi de placer les enfants [des demandeurs d'asile]. Cela permettrait au ministère de l'intérieur de dire que les enfants n'ont pas été rendus indigents en les retirant à leurs parents. Le ministre de l'Immigration a tenté de rendre cette proposition acceptable en affirmant que "le nombre d'enfants pris en charge serait maintenu aussi bas que possible" (The Guardian, 16 décembre 2003). Si le ministère de l'Intérieur devait utiliser ce pouvoir, il remettrait en cause la présomption de la loi [...] selon laquelle l'intérêt supérieur de l'enfant est généralement servi par le maintien du contact avec les parents. Une fois encore, la loi est modifiée pour les non-citoyens, mais cela montre jusqu'où les politiciens pensent pouvoir s'écarter de l'engagement de l'après-guerre en faveur de l'État-providence universel.»

La conclusion de son article est claire : «Le traitement des demandeurs d'asile en termes de protection contre la détention arbitraire et d'accès à l'aide sociale s'écarte nettement de l'État de droit et de l'aide sociale universelle qui étaient des caractéristiques essentielles de la Constitution britannique de l'après-guerre. Bien que le rétrécissement des droits civiques et

²⁵ Cette idée est bien internationale, puisque, dans une interview d'Elisabeth Lévy réalisée par la chaîne YouTube d'extrême droite *Frontières*, le journaliste inculte et raciste qui lui posait des questions a réussi à se faire rabrouer par la journaliste réactionnaire de *Causeur* lorsqu'il a affirmé que les Africains, les Afghans, les Turcs et les Chinois n'étaient pas attachés du tout à la démocratie et à la liberté d'expression et que c'était une notion «occidentale».

sociaux en question ait été provoqué par des mesures axées sur les non-nationaux, le langage dans lequel ces développements ont été contestés a invoqué des notions sur ce que signifie être civilisé et ce qui constitue les “valeurs britanniques”. En outre, en ce qui concerne la prévention du terrorisme, le pouvoir initial de détention exécutive des ressortissants étrangers a, avec l’introduction des ordonnances de contrôle, été élargi par la suite aux citoyens. Dans le domaine de la protection sociale et de la détention, la politique législative a mis en évidence le profond désaccord sur les valeurs fondamentales qui existe au sein de la branche judiciaire de l’État et entre celle-ci et l’exécutif. [...] Par leurs propres actions, les gouvernements britanniques ont retiré l’application universelle des “droits sociaux” les plus fondamentaux, et les “valeurs” qu’ils promeuvent englobent désormais ouvertement la détention exécutive sans procès et la misère. Il est profondément ironique d’attribuer l’incertitude et l’absence de consensus sur les valeurs britanniques à l’arrivée des immigrés et à la diversité des valeurs qu’ils sont censés apporter, alors que ce sont les efforts officiels pour contrôler l’immigration et les demandeurs d’asile qui ont contribué de manière inégale à saper le consensus antérieur de l’élite sur les valeurs britanniques.»

Même s’ils sont écrits dans un langage démocrate-bourgeois, ces deux articles (mais je n’ai pas lu tous ses textes, et ils contiennent peut-être des propos réactionnaires !) contrastent agréablement avec les innombrables clichés nationalistes propagés par la plupart des membres de la mouvance «furediste», à l’exception de Kenan Malik, dans les articles que j’ai pu lire.